MINISTÈRE DE LA CULTURE, DU PATRIMOINE HISTORIQUE CLASSE, DES LANGUES NATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE

Décret n° 2008-694 en date du 30 juin 2008

Décret n° 2008-694 en date du 30 juin 2008 portant application du Plan de sauvegarde et de mise en valeur de Saint-Louis.

[TITRE PREMIER. – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR.]

Article premier. – Le présent règlement est le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de l'île Saint-Louis (PSMV) ou substitué au Règlement Provisoire d'Architecture pour la préservation de l'île de Saint-Louis, créé par arrêté municipal n° 72 du 8 septembre 2000. Il a pour objet de sauvegarder et de mettre en valeur l'île de Saint-Louis du Sénégal, bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et de satisfaire les exigences du décret n° 2001-1064 du 11 décembre 2001, relatif à l'élaboration d'un Plan de sauvegarde et de mise en valeur du site de Saint-Louis.

Art. 2. – Territoire d'application du PSMV :
Le Règlement s'applique à la partie de territoire telle que délimitée sur le document graphique du PSMV.

Le périmètre inscrit est celui désigné sous l'appellation de Zone du Patrimoine Mondial (Zone PM) tel que déterminé par le dossier d'inscription sur la liste du patrimoine mondial, les évaluations d'ICOMOS et des décisions du Comité du patrimoine mondial.
Les limites de ce périmètre doivent faire l'objet d'une clarification par l'Etat du Sénégal auprès du Comité du patrimoine mondial. Ce territoire - zone PM - est appelé Secteur sauvegardé. Il couvre la totalité de l'île Saint-Louis.

La zone à sauvegarder bien, correspondra à une proposition d'extension qui devra être soumise par l'Etat pour évaluation au Comité du patrimoine mondial.

Art. 3. – Autorités administratives :

Dans le périmètre du PSMV, tous les travaux de nature à modifier l'état des parcelles publiques ou privées, bâties ou non bâties, sont soumis à autorisation. Ces autorisations sont délivrées par le Service en charge de l'instruction des demandes de Permis de Construire et autres actes d'urbanisme, au nom des autorités locales, après avis conforme du Bureau d'Architecture et des Monuments Historiques, dûment approuvé par la Direction du patrimoine culturel.

Sont notamment concernés par ce régime d'autorisation :

- la restauration ou la réhabilitation des édifices inscrits sur la liste des monuments historiques ainsi que des immeubles de grand intérêt architectural et d'intérêt architectural moyen (couleur rouge et jaune sur le plan légendaire) ;
- les constructions nouvelles, y compris celles à caractère précaire ;
- tous travaux modifiant l'aspect d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment ;
- le changement d'affectation d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment ;
- la création d'une piscine ;
- la construction ou la modification d'une clôture ;
- la pose ou la modification d'enseigne et de panneau publicitaire ;
- l'abattage et la plantation d'arbres ;
- les travaux d'aménagement urbain, d'infrastructure et de terrassement ;
- l'occupation de tout ou partie de l'espace public.

Art. 4. – Régime d'application :
Le service compétent de l'Etat vérifie la conformité du projet avec les dispositions du PSMV et édicte les prescriptions nécessaires à la qualité du projet, ne relevant pas de dispositions réglementaires, il peut s'appuyer à toute construction, démolition ou aménagement qui serait de nature à porter atteinte au caractère esthétique ou historique du secteur sauvegardé. La délivrance de toute autorisation de travaux est subordonnée à la présentation d'un relevé de l'état des lieux, et éventuellement, à l'exécution préalable de sondages lorsque des dispositifs (enduits, placages...) recouvrent des parties du bâtiment et empêchent de connaître les vestiges et dispositifs antérieurs.

Les pièces graphiques et descriptives complémentaires nécessaires à la compréhension et à la définition des travaux de construction et de démolition.

La visite préalable des lieux par l'architecte représentant l'Etat est nécessaire avant l'engagement de tous travaux de construction, restauration ou démolition.

Les travaux peuvent être suspendus lors de découvertes de vestiges archéologiques ou architecturaux.

Art. 5. – Portée respective du règlement et de mise en valeur des immeubles bâtis et espaces non bâtis, le présent règlement s'applique sans préjudice des dispositions prises au titre des législations spécifiques et des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

Monuments historiques :

Ils continuent à être régis par la législation de la législation les concernant, notamment la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes.

► le décret n° 73-746 du 8 août 1973 portant application de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes ;

► le décret n° 73-746 du 19 octobre 1977 abrogeant et remplaçant l'article premier du décret n° 73-746 du 8 août 1973 portant application de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes.

Vestiges archéologiques :

La Direction du patrimoine culturel sera prévenue de tous travaux d'affouillement, de démolition, de restauration, de transformation et de construction et de tous vestiges découverts à l'occasion des tels travaux. Le permis de construire peut être refusé si les constructions risquent, par leur nature ou par leur localisation, de compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Arrêtés de péni :

L'arrêté du Maire prescrivant la réparation ou la démolition des bâtiments menaçant ruine, et faisant l'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Si l'immeuble est porté à conserver au PSMV, seront prises toutes les mesures provisoires nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens tout en permettant la conservation de l'édifice et sa restauration ultérieure.

Publicité :

La pose d'enseignes publicitaires se fera exclusivement sur des supports réservés à cet effet et dont les emplacements feront l'objet d'autorisations des autorités compétentes après avis du Bureau d'architecture des monuments historiques.

Adaptations mineures :

Les règles et servitudes définies par le présent règlement ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation, à l'exception des adaptations mineures rendus nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions existantes devant être conservé, restauré ou reconstruit ;

conformément à la réglementation en vigueur.

[TITRE II. – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE PM.]

Art. 6. – Localisation et caractère de la Zone PM :

La Zone PM couvre l'ensemble de la superficie de l'île Saint-Louis, berges et quais compris, ainsi que le Pont Faidherbe.

La Zone PM est principalement une zone d'habitation ancienne, bâtie suivant un plan régulier en damier articulé autour de la Place Faidherbe et de la Gouvernance. Dans cette zone se trouvent implantés un certain nombre d'édifices d'intérêt architectural.

La Cathédrale ou le Conseil général dans le cœur historique, la Chambre de Commerce ou la Grande Mosquée au Nord, le CRDS ou la Maison du Combattant au Sud.

La partie Nord est principalement occupée par de grands équipements et par des bâtiments d'habitat collectif.

Le secteur sauvegardé comporte deux sous zones appelées respectivement PM1 et PM 2 :

- la zone PM 1 porte sur l'ensemble des îlots densés. Elle comprend une zone dénommée PM1A se différenciant par la hauteur des constructions (article 6) ;
- la zone PM 2 correspond à l'extrémité nord de l'île, comportant les grands îlots à faible densité. Pour ce secteur, les possibilités offertes pour de nouvelles constructions sont définies sur le plan, dans la légende « emprise constructible » (incluse dans un espace libre inconstructible).

Art. 7. – Classification des immeubles :

Ce tableau fait référence à la légende « Plan de sauvegarde et de mise en valeur, volume II, pièce 2.3.2. Règlement : Classification des immeubles et des espaces libres ».

Art. 7.1. – Classification des immeubles :

Immeubles protégés au titre de la législation sur les Monuments Historiques. Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles sus intérêt architectural moyen, pouvant être conservé, amélioré ou remplacé (en beige sur le plan) :

► Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.2. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.3. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.4. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.5. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.6. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.7. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.8. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.9. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.10. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.11. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.

Immeubles dont la démolition pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées (en violet sur le plan) : Pour ces immeubles, sont interdites les interventions lourdes portant sur la structure et tous les travaux de nature à pérenniser l'ouvrage ou à le valoriser. Après leur démolition, la reconstruction est interdite. Equipement et bâtiment public ou à usage public (en cerné bleu sur le plan) : Tout changement d'affectation ou tous travaux les concernant devront faire l'objet d'une étude préalable soumise à l'accord de l'architecte représentant l'Etat.

Art. 7.12. – Classification des espaces libres :

Espace libre protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques :

Les dispositions de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes sont applicables.

Immeubles de grand intérêt architectural devant être conservé, restauré ou reconstruit :

Toute altération ou modification de ces immeubles est interdite sauf dans le sens d'une restauration, d'une mise en valeur ou d'une reconstruction de l'édifice, conformément aux dispositions du présent règlement. Immeuble d'intérêt architectural moyen, pouvant faire l'objet de transformations, d'adaptations ou de reconstruction ; Des modifications contribuant à la mise en valeur de l'édifice ou de l'ensemble urbain dont il fait partie pourront être autorisées, en particulier pour le volume et les façades, conformément aux dispositions du présent règlement.

Ces immeubles peuvent être maintenus ou améliorés conformément aux dispositions du présent règlement, ou démolis et remplacés ou non.

Dans le cas où l'immeuble est implanté, à l'angle d'un îlot, le remplacement de l'immeuble est obligatoire, dans le respect du présent règlement. L'objet des procédures prévues par la législation en vigueur ne pourra être pris qu'après avis de l'architecte représentant l'Etat qui sera invité à assister à l'expertise.